

CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU JEUDI 17 DECEMBRE 2020

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département des Pyrénées-
Orientales
Commune d'ARGELES-SUR-MER



CLASSEMENT ISSU DE LA
NOMENCLATURE
« ACTES »

8.8 Environnement

DELIBERATION
MUNICIPALE

N° 05

L'an deux mille vingt le dix-sept décembre, à 19 heures, les conseillers municipaux, régulièrement convoqués, se sont réunis au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de **M. Antoine PARRA**, Maire.

31 PRESENTS	Messieurs	ALBERTY ; CASANOVAS ; CAMPIGNA ; COMANGES ; DONNET ; DUCASSY ; ESCLOPE ; FABRE ; FILHOL ; LAFOND ; PARRA ; PINEDA ; RABAT ; RIBARD ; RIUS ; THADEE ; TRIQUERE ; VILANOVE ;
	Mesdames	BARNADES ; COLOME-ISNARD ; DE CAPELE ; DIAZ-GONZALEZ ; FOURC ; FROIDEVAUX ; GOT ; MICHALAK-GUIMBER ; MORESCHI ; NADAL ; PUJADAS-ROCA ; PICOT ; SADOK ; SAIGNOL ; SANZ ;
2 EXCUSES	Messieurs	donne procuration à M donne procuration à M
	Mesdames	/
0 ABSENT	Messieurs	/
	Mesdames	/
SECRETAIRE DE SEANCE		- GOT CAMILLE

PRESCRIPTION DE LA REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION

Le règlement local de publicité (RLP) est un document communal de planification qui permet de réglementer l'affichage publicitaire et les enseignes afin de protéger le cadre de vie, les paysages, le patrimoine naturel et architectural, en permettant néanmoins aux activités commerciales, touristiques ou autres de se faire connaître par la publicité, les enseignes et les pré-enseignes.

Le règlement local de publicité a vocation à être plus restrictif que le règlement national. Il peut toutefois, dans des conditions limitativement prévues par la loi, déroger à certaines interdictions.

La commune d'Argelès-sur-Mer est actuellement dotée d'un règlement local de publicité qu'elle a approuvé en 2009. Celui-ci doit être révisé : la ville a évolué sur le plan urbanistique et commercial.

D'autre part, en application de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, le règlement local de publicité en vigueur reste valable jusqu'au 13 janvier 2021. Au-delà de cette date, il deviendra caduc (article L.581-14-3 du code de l'environnement). Le règlement national de publicité sera alors applicable sur l'ensemble du territoire communal et les compétences d'instruction et de police seront exercées par le préfet.

Enfin, de nouvelles formes de publicités, essentiellement numériques, sont apparues et il convient de les encadrer.

La ville mène depuis de nombreuses années une politique visant à « l'amélioration du cadre de vie », « la valorisation de l'identité de la ville », « la restructuration des entrées de ville », « la préservation des sites patrimoniaux remarquables » et « la requalification des centres commerciaux » ainsi que les économies d'énergies.

Dans ce contexte, il est nécessaire de réviser le règlement local de publicité, afin de promouvoir la politique environnementale de la ville.

La procédure d'élaboration, de révision ou de modification du règlement local de publicité doit être conforme aux procédures administratives qui s'imposent aux plans locaux d'urbanisme par le code de l'urbanisme.

REÇU EN PREFECTURE

le 22/12/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-066-216600080-20201217-DEL05_20201

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article R.2121-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.581-14 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.103-2 et suivants, L.153-8, L.153-11 à L.153-26 ;

Considérant que la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a modifié les dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes ;

Considérant que ces modifications amènent à engager, à l'échelle de l'ensemble du territoire d'Argelès-sur-Mer la révision d'une réglementation qui traduira l'ambition environnementale de la ville au regard des objectifs suivants :

- Adapter le zonage aux nouveaux contours de l'agglomération. *La publicité est interdite hors agglomération. Le zonage du futur RLP doit donc s'adapter rigoureusement aux nouveaux contours de l'agglomération et prendre en compte les extensions à court terme des zones commerciales x, y et z ;*
- Mettre en valeur les espaces naturels et les entrées de ville. *La publicité n'a pas sa place dans les espaces végétalisés, qui ne doivent pas être altérés par la publicité et les enseignes ;*
- Fixer les règles esthétiques pour l'installation des enseignes dans le centre-ville. *L'attractivité du centre-ville peut être renforcée par l'harmonisation des enseignes, qui assurera une meilleure mise en valeur de l'architecture. La lisibilité des commerces s'en trouvera améliorée ;*
- Alléger la pression publicitaire sur les grands axes et les zones commerciales et imposer des règles qualitatives. *Ces lieux subissent des concentrations de publicités et d'enseignes qui provoquent une dégradation du paysage et rendent difficile l'orientation des usagers de la voie publique ; La réduction des surfaces, la diminution de la densité doivent être envisagées.*
- Encadrer les dispositifs lumineux. *Publicités et enseignes numériques sont déjà apparues le territoire. Elles peuvent éventuellement donner une image moderne de la ville, mais leur multiplication n'est pas souhaitable pour le cadre de vie et leur présence n'est pas acceptable en tous lieux ;*
- Contribuer à la réduction de la facture énergétique nationale. *La plage d'extinction nocturne nationale (1h/6h) est à étendre. Au-delà de la quiétude des habitants, les économies d'énergie et la diminution de la pollution lumineuse nocturne constituent un enjeu national.*

Considérant que l'élaboration du règlement local de publicité nécessite une étude préalable au cours de laquelle seront pris en compte :

- le bilan des dispositifs existants (légaux ou non) ;
- les projets d'aménagement routiers ou d'urbanisation ;
- la demande ou les besoins locaux exprimés par les acteurs économiques, les associations ou les administrés.

Le Conseil Municipal à l'unanimité,

Décide de prescrire la révision du règlement local de publicité ;

Approuve les objectifs poursuivis ;

Décide de mener la procédure selon le cadre défini par le code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques et de fixer les modalités de concertation de la façon suivante :

- Une information dans le journal municipal, qui consacrera un article aux enjeux de cette révision ;
- Une information régulière sur le site internet de la ville ;
- Une réunion avec les personnes publiques associées ;
- Une réunion avec les acteurs économiques locaux ;
- La mise à disposition, pendant toute la durée de l'étude, d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée, à l'accueil du service technique de la mairie aux horaires suivants : 08h à 18h du lundi au vendredi.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à l'élaboration du projet de règlement de publicité.

Décide de donner l'autorisation à monsieur le maire de signer tout document se rapportant à cette affaire ;

Décide de solliciter de l'Etat une dotation (DGD) pour compenser la charge financière de la commune correspondant à la révision de règlement de publicité ;

Décide d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget primitif de l'exercice 2021.

Décide de faire procéder à l'affichage en mairie durant un mois, mention de cet affichage paraîtra dans un journal diffusé dans le département et notifiée conformément à l'article L.132-7 et suivants du code de l'urbanisme.

En outre, elle sera publiée pour information au recueil des actes administratifs, mentionné à l'article R.2121-10 du CGCT.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an ci-dessus, et ont signé au registre les membres présents.

LA PRESENTE DELIBERATION PEUT
FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS
AUPRES DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DANS UN DELAI DE
DEUX MOIS A COMPTER DE SA
PUBLICATION ET DE SA RECEPTION
PAR LE REPRESENTANT DE L'ETAT.

Pour extrait conforme,

Le Maire :


Antoine PARRA



REÇU EN PREFECTURE

le 22/12/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-066-216600080-20201217-DEL05_20201